

# INTRODUCTION

(Archives de FRANCE AQUACULTURE)

**(20070481)**

Le fonds de France-Aquaculture a été conservé dans un garde-meuble lors du départ de la société Cofrepêche du Centre Ifremer de Brest à la Pointe du Diable en 2003. Il a été récupéré par Gilles Chatry, responsable Archives et patrimoine intellectuel de l'Ifremer, dès sa prise de fonction, en février 2006. Le contact dans cette opération est Régis Toussaint, ancien responsable de l'Ifremer, puis directeur de la société Cofrepêche, qui a conservé les archives depuis la reprise de la société pour un franc symbolique en 1994.

Créée en mai 1978, France-Aquaculture est une société anonyme dont le capital est de 1.000.000 Francs et est entièrement détenu par le Centre National pour l'Exploitation des Océans (CNEXO), établissement public chargé en France du développement de l'océanologie. Depuis sa création en 1967, le CNEXO a donné priorité à l'aquaculture dans ses programmes et mis en œuvre un potentiel humain unique par son importance - 120 chercheurs, ingénieurs, techniciens - et sa diversité : biologistes, nutritionnistes, pathologistes, hydrauliciens, économistes, etc. Il a également développé une expérience dans diverses conditions d'environnement : aquaculture tempérée (France métropolitaine) et aquaculture tropicale (Polynésie Française, Nouvelle-Calédonie). Par la suite, le capital de 1.600.000 Francs sera en partie détenu par des partenaires financiers.

La production mondiale de l'aquaculture était en 1975 de 6 millions de tonnes. Elle concernait les poissons d'eau douce et d'eau de mer, les crustacés, les mollusques et les algues.

L'objectif était de multiplier par 10 cette production afin d'atteindre la production mondiale de la pêche qui est de cet ordre de grandeur. Le développement concerne aussi bien :

- l'aquaculture de transformation, qui permet de fournir des produits de qualité et de valeur élevées que,

- l'aquaculture de production, grâce à laquelle sera probablement accru l'approvisionnement en protéines, en

particulier par la production d'animaux situés aux premiers échelons de la chaîne alimentaire (mollusques, poissons herbivores).

La société France-Aquaculture est devenue la structure de développement de l'aquaculture du groupe Ifremer à partir de 1984. Elle a vocation de :

- gérer des installations pilotes et expérimentales pour le compte de groupements rassemblant l'Ifremer et les régions concernées.

- transférer aux utilisateurs le savoir-faire établi par l'Ifremer et plus largement par la communauté scientifique française, en milieu tropical comme en milieu tempéré, en France comme à l'étranger.

France-Aquaculture a été créée avec l'ambition de nourrir les hommes de demain.

Trois cadres furent à l'origine les contacts de la société : Jacques Perrot, directeur général, Michel Girin, directeur des études et interventions et René Le Marchand, secrétaire général.

Après quelques années de fonctionnement, la société France-Aquaculture a pu afficher déjà les références qui suivent :

## **1 – Expertises ponctuelles**

- Île Maurice : amélioration des procédés d'écloserie de chevrettes.

- Émirats Arabes Unis : évaluation des possibilités de développement de l'aquaculture de crevettes.

- Grèce : étude de pré-faisabilité d'un développement de l'aquaculture dans la baie de Missolonghi.

- Turquie : définition d'un programme de développement de l'aquaculture des poissons.

- Koweït : participation au programme relatif à l'aquaculture des crevettes peneides.

- Fidji : évaluation des possibilités de création d'une ferme d'élevage de crevettes peneides.

- Ensemble des pays méditerranéens : évaluation des programmes aquacoles en cours, définition d'un programme international coordonné.

## **2 – Études de projets**

Études de sites, définition de projets commerciaux portant sur les poissons et les crustacés pour le compte de clients privés (Venezuela, Portugal, Indonésie) et publics (Corse, Panama).

## **3 – Études de développement régionaux et nationaux**

- Égypte : étude, pour le compte du gouvernement égyptien, des potentialités des pêches et de l'aquaculture sur le littoral de la Mer Rouge, dans le cadre d'un plan de développement intégré du Gouvernorat de la Mer Rouge à l'horizon 2005.

- Algérie : étude, pour le compte du gouvernement algérien, des potentialités de développement de l'aquaculture marine et d'eau douce en Algérie.

Ces deux études intègrent la définition et l'étude technico-financière de deux ou trois projets-pilotes destinés à servir de pôles de développements régionaux.

- Guadeloupe : étude des sites disponibles pour l'aquaculture marine et d'eau douce.

## **4 – Études et réalisation de projets**

- Italie : étude, définition, réalisation, fonctionnement et formation d'une ferme de production de loups et de crevettes peneides en Sicile d'une capacité de production de 100-150 tonnes par an.

- Équateur : étude, définition, assistance à la réalisation, direction technique, formation du personnel d'une éclosérie de crevettes peneides d'une capacité de production initiale de 120 millions de post-larves par an devant être portée à 2 milliards.

En 1980, l'effectif était de 42 personnes dont 34 réparties sur des stations de terrain :

- DEVA-SUD à Palavas les Flots,
- Aqualive à Noirmoutier,
- Pinia en Corse,
- Martinique,
- Guyane,
- Nouvelle-Calédonie.

Le siège est situé 39, avenue d'Iéna puis 10, rue de Chaillot à Paris. En 1988, France-Aquaculture atteint un sommet avec 52 millions de Francs de chiffre d'affaires. 22 millions de francs provenaient des recettes pour les stations expérimentales. Philippe Ferlin devient directeur général à la suite de Jacques Perrot. En 1990, SANOFI, filiale d'Elf Aquitaine, entre dans le capital de la société. C'est alors Alain Michel qui dirige France-Aquaculture.

On a souhaité verser aux Archives nationales les archives correspondant à l'activité de France-Aquaculture de 1978 à 1993, soit pendant 15 années. En 1994, SANOFI vendait pour un franc symbolique France-Aquaculture à Cofrepêche.

Le versement comprend 370 dossiers dans 72 DIMAB (articles) soit :

- un article de généralités sur la société,
  - deux articles d'offres de services dans tous les continents,
  - un article comprenant des rapports de mission,
  - 68 articles sur l'activité de la société : projets en France, en Europe, en outre-mer, en Afrique, en Amérique, dans les Caraïbes, en Asie et dans les états arabes.
-